**Modèle d’arrêté**

***De licenciement pour refus d’une modification unilatérale du contrat***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la commune ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la commune ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…***-** *(n° d’ordre)*

**portant licenciement disciplinaire pour refus**

**d’une modification unilatérale du contrat**

**de** *Madame ou Monsieur*…*(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* *(nom de la commune ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

*Ou Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-23 (pour les CCAS et les CIAS)*

Vu le Code général de la fonction publique,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 36, 37 et 42,

Vu le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 20,

Vu le contrat en date du …, portant recrutement de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* en qualité d’agent contractuel, à compter du … *(date)* pour une durée de … *(nombre de mois ou d’années)* OU pour une durée indéterminée pour assurer les fonctions de … *(dénomination des fonctions).*

Vu le courrier n° … *(numéro de chrono)* informant *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* qu’une procédure de licenciement disciplinaire pour refus d’une modification unilatérale du contrat était envisagée à son encontre et porté à la connaissance de l'intéressé*(e)* le … *(date)* [[2]](#footnote-2)

Considérant que l’autorité territoriale a décidé de modifier … *(indiquer la modification unilatérale mise en œuvre par l’autorité territoriale)*

Considérant le refus opposé oralement devant témoins le … et/ou par écrit de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* d’accepter cette modification.

Considérant que *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* a été informé*(e)* de son droit à communication de son dossier et de la possibilité de se faire assister par un ou plusieurs conseils de son choix,

*(Le cas échéant)* Considérant que *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* a pris connaissance de son dossier le … *(date)* à … *(heures)[[3]](#footnote-3),*

*(Le cas échéant)* Considérant l’entretien préalable qui s’est tenu le … *(date)*

Considérant l’avis émis par le conseil de discipline le … *(date)* et proposant … *(indication de l’avis émis par le Conseil de discipline)*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Un licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement sanction figurant à l'article 36-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988, est prononcée à l'encontre de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent),* agent contractuel.

**Article 2 :**

Compte tenu des droits à congés annuels restant à courir, la décision prend effet au … *(date)* [[4]](#footnote-4). *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* ne bénéficie d’aucun délai de préavis.

**Article 3:**

Aucune indemnité de licenciement ne sera versée.

**Article 4 :**

L’agent est radié des effectifs *de la collectivité ou l’établissement*.

**Article 5**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

L’acte n’est pas transmis au Représentant de l’État

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité),*  [↑](#footnote-ref-1)
2. *Il faut indiquer le jour de la remise du courrier en recommandé avec accusé de réception ou celui de la remise en mains propres par le Maire, un adjoint au Maire ou un agent assermenté (garde-champêtre ou policier municipal)* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Vous devez inscrire la date figurant dans le procès-verbal de consultation du dossier => voir modèle de procès-verbal de consultation du dossier disciplinaire* [↑](#footnote-ref-3)
4. *La date d’effet doit être postérieure à la date de notification à l’agent.*

*Si la collectivité choisit de remettre l’arrêté en mains propres, la date est celle du lendemain de la notification.*

*Si la collectivité choisit d’adresser l’arrêté par LR/AR, il est proposé que la date d’effet corresponde au 20è jour à compter du jour de l’envoi inclus. Ce délai de 20 jours comprend :*

 *- le délai de présentation (de 1 à 2 jours)*

 *- le jour de la seconde présentation*

 *- le délai de conservation de 15 jours de la LR/AR au bureau de poste.* [↑](#footnote-ref-4)